

Se préparer pour l'après Covid-19

**Par M. Mohammed Tawfik MOULINE, Directeur Général de
L'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES)**



La crise du Covid-19 qui s'est déclarée à Wuhan en Chine à la fin de l'année 2019 a surpris le monde par son ampleur et la rapidité de sa propagation et ce, bien que le scénario d'une pandémie ait été, à de nombreuses reprises, évoqué. Les alertes des experts du futur n'ont pas été prises en considération par les décideurs politiques, souvent confrontés à des arbitrages budgétaires complexes et craignant d'effrayer les citoyens de leurs pays.

Événement historique sans précédent, la pandémie du Covid-19 a imposé aux Etats de prendre des mesures importantes pour en endiguer la propagation, ce qui a transformé la crise sanitaire en une crise multiforme, touchant tous les aspects de la vie des individus.

Une crise multiforme annonçant les prémises d'un nouveau monde post-Covid

Cette situation, unique en son genre, semble réunir les prémises d'importantes transformations et de ruptures qui surgiraient, à l'avenir, sur le plan politique, économique, social, sociétal et environnemental. Elle rend nécessaire un changement majeur de paradigme puisque le monde de demain sera différent de celui d'aujourd'hui.

Sur le plan géopolitique, la pandémie est venue accentuer la crise de leadership mondial. Elle a dévoilé une gouvernance mondiale inefficace et une rivalité hégémonique sino-américaine destructrice. La forme de la mondialisation est, actuellement, marquée par les égoïsmes nationaux et par la tentation du protectionnisme.

L'Occident s'est montré démuni devant la crise sanitaire. Sa perte de leadership du monde s'est confirmée avec la montée en puissance de la Chine, locomotive de l'économie mondiale, à laquelle les pays occidentaux avaient délégué leur production industrielle, s'agissant même des produits de première nécessité.

Sur un plan régional, l'Afrique s'est montrée peu touchée par le Covid-19, en raison, entre autres, de la jeunesse de sa population, de son insertion limitée dans la mondialisation et des modes de vie de ses ressortissants. Si l'Afrique est toujours fortement convoitée pour ses richesses naturelles, la nouveauté réside dans le fait que la pandémie risque de rebattre les cartes de la compétition internationale pour l'approvisionnement en matières premières.

Sur le plan politique, la crise sanitaire s'est traduite par le retour de l'Etat. Elle pose des questionnements relatifs au rapport du citoyen à l'Etat et à la trajectoire que doit prendre la démocratie. L'importance prise par les outils digitaux durant cette crise ouvre un champ nouveau de réflexion.

La pandémie du Covid-19 confirme la vocation du digital à transformer radicalement les modes de gouvernance et les processus de production. Toutefois, à la volonté de développer le digital, notamment, pour ce qui est de la communication politique et des politiques publiques, correspond une aspiration populaire de plus en plus audible au renforcement de la démocratie ainsi qu'à une meilleure protection des données personnelles.

Sur le plan économique, la crise sanitaire a plongé le monde dans une grande détresse économique. La conjoncture économique internationale s'est fortement détériorée au premier semestre 2020 : la Banque mondiale prévoit une contraction du PIB mondial de 5,2% en 2020 : -7% pour les économies avancées et -2,5% pour les économies émergentes et en développement.

Pour sortir de cette crise, qui résulte d'un double choc de l'offre et de la demande et qui est accompagnée par une chute des cours des hydrocarbures et de nombreuses matières premières, à l'exception des produits alimentaires et pharmaceutiques, les choix stratégiques qui seront opérés par les Etats auront des impacts économiques profonds, tout en donnant un visage nouveau à la mondialisation et en redéfinissant le rôle économique de l'Etat.

Une nouvelle approche de la souveraineté nationale est en train de voir le jour. Outre la recherche d'une autonomie stratégique en matière de santé, d'alimentation, d'énergie ..., la pandémie du Covid-19 pourrait conduire à la transition d'une industrie de luxe vers une industrie de la vie et à la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales, lesquelles pourraient céder la place aux chaînes de valeur régionales.

Sur le plan social et sociétal, cette pandémie a rappelé avec insistance la vulnérabilité de l'espèce humaine et engendré une forte attente de changements radicaux, avec la remise en cause de certains styles de vie et une digitalisation accrue des secteurs économiques et sociaux, se traduisant entre autres par le développement du télétravail et le recours intensif à l'enseignement à distance.

Elle pourrait constituer l'amorce d'un nouveau regard sur les relations familiales et interpersonnelles et rendrait nécessaire une re-priorisation des choix stratégiques en faveur de la réduction des inégalités sociales et de l'amélioration de la santé des citoyens, laquelle constitue un élément primordial de la sécurité collective.

Sur le plan environnemental, la crise sanitaire pourrait rendre urgente la transition écologique et plaider en faveur d'un changement du rapport de l'Homme à la Nature. Elle accentuerait le besoin d'un développement durable et plus humain.

L'impératif d'une préparation du Maroc au monde post-Covid

À l'instar des autres pays, le Maroc n'a pas été épargné par les retombées de la crise du Covid-19. Dès la détection du premier cas de coronavirus sur son territoire début mars 2020, il a pris des mesures drastiques comme la fermeture des frontières, la proclamation de l'Etat d'urgence sanitaire, l'institution du confinement général de la population, la création du fonds spécial pour la gestion de la pandémie de Coronavirus, la mise en place du Comité de veille économique...

L'action rapide des autorités marocaines, sous le leadership de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, a permis d'atténuer fortement la propagation du virus. Ces mesures souveraines ont eu pour effet de placer le Maroc parmi les pays qui affichent sept mois après le début de la crise, l'un des taux de létalité les plus faibles du monde (moins de 2%) et un taux de guérison dépassant 80%.

Les mesures précitées ont été suivies par l'annonce, à l'occasion du Discours du Trône du 29 juillet 2020, d'un plan de relance économique, par la décision d'injecter 120 milliards de dirhams dans l'économie, soit l'équivalent de 11% du PIB, par la création d'un fonds d'investissement stratégique, par la généralisation de la couverture sociale des Marocains dans un délai de 5 ans et par une réforme de grande envergure du secteur public.

Face à la multiplication importante des cas d'infection après la sortie du confinement, le Souverain, dans Son Discours à l'occasion du 67^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, a souligné que "pour relever le défi de la lutte contre la pandémie, chacun devra observer une conduite civique, exemplaire et responsable". Tout retour au confinement total "risquerait de provoquer de notables répercussions psychiques, sociales et économiques".

En effet, le grand confinement, qui avait pour objectif principal la préservation de la santé des Marocains, a eu des répercussions négatives sur la situation économique et sociale, se traduisant par la mise au chômage de 712.000 actifs à fin août 2020, par une partie de la population dépourvue de revenus, par une récession de l'économie en 2020 de l'ordre de 6%, une aggravation de 3,8 points du PIB du déficit budgétaire ainsi qu'une détérioration de 2,3 points du PIB du déficit de la balance des paiements courants.

La disparition d'une partie du patrimoine productif national est une éventualité à considérer sérieusement d'autant que la durée du confinement général au Maroc a été parmi les plus longues à l'échelle internationale.

Sur le plan social, il pourrait y avoir une augmentation des inégalités économiques et sociales et un rebond de la déperdition scolaire lors de la reprise de l'enseignement.

Outre la nécessité de faire face aux répercussions conjoncturelles de la crise sanitaire, le Maroc devrait apporter une réponse stratégique à la pandémie qui soit de nature structurelle et ce, conformément aux Orientations Royales annoncées, successivement, lors du Discours du Trône de 2020, du Discours à l'occasion du 67^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple et du Discours adressé au Parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1^{ère} session de la 5^{ème} année législative.

Il s'agit de corriger les dysfonctionnements apparus lors de la gestion de la crise sanitaire, de permettre à l'économie marocaine de se remettre du confinement, mais aussi de faire face aux effets externes de la crise sur le Maroc, particulièrement, le recul de la demande internationale et des flux financiers provenant de l'étranger.

Il importe, aussi, de réduire la dépendance externe de l'économie nationale en ressources stratégiques, notamment dans les domaines alimentaire et énergétique, de promouvoir l'économie de proximité, de favoriser la transition digitale, de faciliter l'auto-emploi et de jeter les bases d'un système sanitaire en mesure de faire face à d'éventuelles crises d'ordre épidémiologique ou naturel.

La réponse systémique s'impose, également, du fait qu'une nouvelle vision du monde est en train d'émerger, devant à la fois mettre l'Homme au cœur du développement, revoir le rapport de l'Homme à la Nature, faire face à l'exponentialité résultant de l'accélération des technologies disruptives et assurer une articulation entre le global et le local dans le cadre de la planétarisation.

De par le caractère "glocal" de la pandémie, le Maroc devrait profiter de la reconfiguration des chaînes de valeur européennes vers plus de "nearshoring" et de résilience pour se positionner comme un partenaire privilégié, notamment, sur des segments à forte valeur ajoutée comme la recherche & développement, sur la base d'une proximité géopolitique accrue et d'une garantie des approvisionnements.

De plus, le Royaume devrait contribuer à un développement panafricain endogène, en phase avec les aspirations des jeunes élites africaines, renforcer son rôle effectif sur le continent et se positionner comme leader technologique.

Sur le plan national, la gouvernance territoriale s'est avérée être l'un des meilleurs modes de gestion de la crise sanitaire. Partant de ce constat, il faudrait accélérer la régionalisation avancée du Maroc en vue d'envoyer un signal fort à la population sur la prise en compte des contextes locaux et sur la confiance accordée à l'autonomie des acteurs locaux pour faire les bons choix.

Pour ce faire, il faudrait promouvoir le principe de subsidiarité, renforcer l'autonomie des régions, en leur accordant plus de moyens en matière de gestion de crises et en les érigeant en tant qu'acteurs clés de la gouvernance au Maroc.